

AKTUELL

EUROPE ANTISOCIALE

Libertés contre droits

David Wagner

Les arrêts de la Cour de justice européenne relatifs aux affaires Laval et Viking sont symptomatiques de la dérive néolibérale qu'a pris la construction européenne.

« Il serait naïf de la part des autorités nationales et européennes de conclure que ces affaires ne seront pas de plus en plus dans les esprits des travailleurs et des syndicats ». Cette menace à peine voilée à l'encontre des gouvernements et institutions de l'Union européenne émane de la très sage Confédération européenne des syndicats (CES). Par « ces affaires », la CES entend les deux arrêts prononcés fin décembre 2007 par la Cour européenne de justice (CEJ) dans les deux affaires distinctes « Laval » et « Viking ». Ces affaires, reprises dans l'édition de cette semaine du journal électronique « Goosch.lu », sont en train d'inquiéter les centrales syndicales de l'Union.

La CES y établit même des liens avec la directive Bolkestein, qui avait fortement contribué au discrédit du traité constitutionnel européen (TCE). A ses yeux, ces deux arrêts pourraient engendrer les mêmes effets sur le Traité de Lisbonne : « L'affaire Laval, à son tour, pourrait porter préjudice à la ratification du Traité de réforme de l'UE, la prise de conscience quant à ses implications se propageant. » Ces arrêts jettent en effet une lumière crue sur la hiérarchie des valeurs inhérentes au mode actuel de construction européenne.

De quoi s'agit-il ? En 2005, Laval, une entreprise de bâtiment lettonne, après avoir obtenu un marché de construction en Suède, voulait y détacher ses travailleurs lettons. Or, un syndicat suédois avait bloqué le chantier car l'entreprise ne voulait pas reconnaître la convention collective suédoise en vigueur dans la branche. Normal, les salaires lettons, aux

yeux des employeurs, sont bien plus bas, donc plus intéressants. Dénonçant ce dumping social, le syndicat avait réussi à faire abandonner à Laval le chantier en février 2005. Cette dernière décida d'aller en justice pour demander réparation.

L'affaire Viking se déroulait également dans le grand nord européen. Cette société de ferries finlandaise entendait immatriculer un de ses navires en Estonie, afin de pouvoir y engager des salariés de cet Etat aux conditions salariales estoniennes, évidemment. Face à cette menace de délocalisation, la FSU, le syndicat des marins finnois, avait alors décidé une action syndicale afin d'empêcher l'opération. Viking a eu recours à une injonction de justice afin d'interdire cette action syndicale.

Dans cette dernière affaire, l'arrêt de la CEJ ne satisfait qu'à moitié la CES. D'un côté, celle-ci reconnaît qu'une action collective syndicale peut justifier des restrictions imposées à la liberté fondamentale d'établissement. De l'autre, elle reste floue en « limitant le champ d'action d'une telle justification », comme le dénote la CES. En effet, la CEJ souligne qu'une telle action devait rester « proportionnelle » au motif du litige. Pour

la CES, ceci crée une « incertitude intolérable pour les syndicats impliqués dans virtuellement toutes les actions syndicales en matière de migration et de liberté de circulation ».

Dans l'affaire Laval, la CEJ a statué de manière plus menaçante pour les droits sociaux, car une action collective destinée à faire pression pour une égalité de salaire entre travailleurs migrants et résidents pourrait être considérée un obstacle à la libre circulation des services. La CES en conclut que l'interprétation par la CEJ des textes européens favorise les dispositions relatives à la libre circulation au détriment du droit de grève, qui, selon les termes employés par le syndicat européen, ne serait « pas aussi fondamental ». Ces affaires posent ainsi un précédent international et pourraient bien être en conflit avec les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ainsi, la CES propose qu'une « clause pour le progrès social » soit intégrée au Traité de Lisbonne. Il ne reste plus que les parlementaires nationaux qui ratifieront ce traité en prenant conscience. Ce n'est pas gagné d'avance.

NAHRUNGSMITTELKRISE

Der freie Markt wird's nicht richten

Richard Graf

Ob in Mexiko, Haiti, Senegal, Marokko, Ägypten, Kenia oder anderswo: Vor allem die Bevölkerung in den Städten dieser besonders betroffenen Länder sieht sich seit Monaten massiven Preissteigerungen bei Grundnahrungsmitteln ausgesetzt.

Während der Scheffel (etwa 26 Kilogramm) Mais an der Börse von Chicago Anfang 2006 mit zwei Dollar gehandelt wurde, kostete die gleiche Menge Anfang April dieses Jahres 5,97 Dollar. Nicht zuletzt in Mexiko bekam man dies massiv zu spüren: Mais ist dort das Grundnahrungsmittel par excellence, das aber zu großen Teilen importiert werden muss. Auf dem Weltmarkt konkurriert Mexiko, das 2006 etwa 9,6 Prozent der weltweit gehandelten Maisproduktion aufkaufte, vor allem mit Japan (19,2 Prozent) und Süd-Korea (10,6 Prozent).

Seitdem der Ölpreis angestiegen ist, verteuern sich nicht nur die Produktionskosten vieler Nahrungsmittel, sondern es erwächst den mexikanischen Tortilla-KonsumentInnen auch eine weitere zahlungskräftige Konkurrenz: Mais eignet sich besonders als Rohstoff für die Produktion von Biosprit.

Noch dramatischer war der Anstieg beim Weizen, dessen Weltmarktpreis um das Vierfache seit 2006 angestiegen ist. Zwar wird auch 2008 laut FAO die weltweite Produktion an Weizen sich noch einmal um 2,6 Prozent steigern, doch reicht dies nicht, die überhöhte Nachfrage - vor allem aus den Schwellenländern Indien und China - zu decken. Die weltweiten Rücklagen werden Ende 2008 den niedrigsten Stand seit 1982 erreicht haben.

Während beim Weizen die am meisten gefährdeten Länder in Westafrika liegen, weitet sich dieser Kreis im Fal-

le von Reis auf Indien und die Philippinen aus. Hier ist innerhalb von zwei Wochen ein Preiszuwachs von 30 Prozent zu verzeichnen gewesen.

Weltweit werden zwar jährlich Hunderte Millionen Tonnen Mais, Weizen und Reis produziert, doch nur ein Bruchteil davon wird auf dem Weltmarkt gehandelt. Beim Weizen sind es 17,2 Prozent, beim Mais 12,5 und beim Reis 7 Prozent des Gesamtvolumens. Deshalb ist die Preisentwicklung auch weniger ein exakter Gradmesser für die Entwicklung der Nachfrage, als vielmehr ein Ergebnis reiner Spekulation. Die FAO und das Welternährungsprogramm der Vereinten Nationen haben deshalb die reichen Länder aufgefordert, einen Antispekulationsfonds einzurichten - etwas heuchlerisch „compte spécial de compensation des effets de marché“ getauft.

Auf 500 Millionen Dollar wird der Finanzmittelbedarf geschätzt, um kurzfristig in die Krise eingreifen zu können. Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz hat dieser Tage auf die prekäre Situation aufmerksam gemacht und die Bereitschaft Luxemburgs betont, mit 500.000 Euro - also einem Euro pro Einwohner - dem Krisenfonds beizutreten.

Dass inzwischen auch die Weltbank und der Weltwährungsfonds sich als Fürsprecher solcher „antika-

pitalistischen“ Stützungsmaßnahmen hervortun, ist ein Eingeständnis einer jahrzehntelangen fehlgeleiteten Politik, welche jetzt den am meisten betroffenen Ländern Marköffnung und Exportproduktion vorschrieb.

Minister Schiltz macht sich denn auch eine alte Forderung der entwicklungspolitischen Organisationen zu eigen, die auf den Aufbau einer nachhaltigen, bäuerlichen Landwirtschaft in den Ländern des Südens zielt. Er spricht sich zudem für die Abschaffung von Exportsubventionen im Norden aus, um die Produzenten im Süden nicht weiter einer unlauteren Konkurrenz auszusetzen. Hinsichtlich des Biosprits soll eine Denkpause eingelegt werden, um die Auswirkungen eines Ausbaus der Produktion auf die Welternährung genauer zu prüfen.

„Es kann nicht sein, dass jene, die am wenigsten zum Klimawandel beitragen, jene sind die am meisten darunter zu leiden haben“, so Jean-Louis Schiltz gegenüber der Presse. Er hat angekündigt auf seiner für kommenden Mittwoch anberaumten Rede vor dem Parlament vor allem den Zusammenhang zwischen Armut und Klimawandel zu beleuchten.

Siehe auch Seite 8.